

Le PDG de Belfius se dit prêt pour une mise en bourse, mais le sommes-nous aussi?

Voilà un sujet qui mérite un large débat public. D'abord parce que, rachetée par l'Etat belge en 2011, Belfius appartient aux habitants et habitantes de Belgique. Ensuite parce que faire entrer en bourse une banque publique est une décision profondément politique, lourde d'enjeux pour ses nombreux usagers, qu'ils soient particuliers, entreprises, communes ou acteurs du non-marchand (santé, social, etc) et pour la population en général.

Comment une mise en bourse pourrait-elle garantir l'intérêt de la population?

Partant du principe que "les politiciens n'ont pas vocation à jouer aux banquiers", les gouvernements successifs, et en particulier le Ministre des finances Johan Van Overtveldt ambitionnait, à son entrée en fonction, de sortir Belfius du giron public.

L'instabilité des marchés de ces dernières années a cependant quelque peu retardé ce plan. Les décisions prises par des banques contrôlées depuis l'étranger ont également contribué à ce retard: en effet, BNP Paribas et ING, deux géants bancaires qui contrôlent une partie importante du secteur bancaire belge (plus de 40%) depuis leur siège social en France et aux Pays-Bas ont transféré la quasi intégralité des profits réalisés en Belgique vers leur maison mère. Simultanément, ces banques ont très fortement réduit le réseau de leurs agences et donc l'accessibilité des services bancaires et les emplois dans le secteur. Cette réalité explique d'ailleurs probablement la plus prudence du gouvernement quant à la vente de Belfius à un groupe étranger.

Le gouvernement partage-t-il l'enthousiasme de Marc Raisière, et s'apprêterait-il à suivre lui aussi les recommandations des banques d'affaires Nomura et Leonardo en faveur d'une introduction en bourse partielle de la banque? Selon cette étude, remise au gouvernement l'an dernier, la valeur ajoutée *sociétale* de Belfius plaide en faveur d'une introduction en bourse plutôt que d'une vente à un groupe bancaire étranger.

Il est vrai que la valeur sociétale de Belfius est considérable, avec sa spécialisation dans le financement des pouvoirs locaux et du secteur social. Mais comment la garantir une fois cotée en bourse ? Comment des actionnaires, belges ou étrangers, auraient-ils intérêt à ce que les communes et hôpitaux de Belgique bénéficient d'un financement de qualité ? Comment pourraient-ils garantir qu'un meilleur service à la population prime sur un meilleur rendement financier?

Dans les années 1990, la CGER a d'abord été privatisée en partie, puis totalement, avant d'être absorbée par le groupe Fortis qui a fait faillite à grand fracas (et dégâts) en 2008, a été rattrapé par l'Etat, pour être finalement rachetée par BNP Paribas.

Suite à cette opération, le gouvernement fédéral s'est retrouvé propriétaire de 10% des actions de BNP Paribas, mais les membres du Conseil d'Administration proposés par l'Etat Belge et siégeant au sein des instances dirigeantes de BNP Paribas n'ont même pas eu le droit de témoigner devant le Parlement quand la banque française a été condamnée à une amende de 6,5 milliards d'euros des Etats-Unis pour avoir violé un embargo.

Une possible introduction en bourse de Belfius est une discussion éminemment politique. Dans un récent rapport commandé par le gouvernement et consacré aux perspectives du secteur financier belge¹, un groupe d'experts, incluant notamment André Sapir, professeur d'économie à l'ULB, ou Luc Coene, ancien gouverneur de la Banque centrale belge, a qualifié explicitement une telle décision de *politique* et souligné son importance stratégique au vu de ses conséquences plus larges sur l'économie belge et l'emploi.

Un débat public sur l'avenir de Belfius : qu'attend-on ?

Cela fait cinq ans que Belfius a été rachetée par l'Etat belge, et pourtant il n'y a toujours pas eu de débat public quant à l'avenir de la banque.

Lorsqu'il y a cinq ans le groupe Dexia fut pour la deuxième fois menacé de faillite, l'Etat n'y alla pas par quatre chemins et décida de nationaliser les activités belges de la banque - devenues Belfius quelques mois plus tard. Montant de l'opération: 4 milliards d'euros, soit l'équivalent de 363 euro par habitant de Belgique, une décision prise sans que la population ne soit consultée.

"La première victime de la guerre, c'est la vérité", dit la maxime. Par analogie, s'agissant des crises financières, la victime est et reste le débat démocratique: en cinq ans, aucun débat public n'a eu lieu sur l'avenir de la banque Belfius.

Pourtant, en tant qu'habitants et habitantes de Belgique, nous supportons les coûts de la crise financière de bien des manières. Nous avons donc tout intérêt à faire notre propre évaluation de la situation et à garder en tête ce conseil du groupe d'experts sur le futur du secteur financier belge: ce que nous ferons des participations financières de l'Etat dans les banques est avant tout un choix politique - et cela vaut pour Belfius.

Nous avons besoin d'un débat ouvert et public sur ce que doit être le rôle économique et sociétal d'une banque publique comme Belfius et sur comment nous pouvons en garder le contrôle, localement. Et nous verrons alors ce qu'il adviendra de l'idée d'une introduction en bourse.

¹ <http://vanovertveldt.belgium.be/fr/groupe-d%E2%80%99experts-pour-le-secteur-financier-pr%C3%A9sente-le-rapport-final>

